

extraordinaire s'est mis à souffler sur l'Europe de l'Est. En Pologne et en Hongrie, de nouveaux gouvernements sont choisis à la suite d'élections libres, et il s'y crée de nouvelles institutions adaptées aux réalités nouvelles. La Bulgarie semble s'être lancée sur le même sentier.

Nous assistons à des changements considérables qui semblaient encore inconcevables il y a à peine quelques mois. Des barrières anciennes ont été supprimées et le Mur de Berlin, ce symbole de la peur et de l'immobilisme, d'une doctrine aujourd'hui dépassée, commence à s'effondrer. Après avoir symbolisé la division et la haine, il représente aujourd'hui l'espoir et la possibilité de réaliser des rêves naguère inaccessibles.

Par surcroît, tout cela s'est produit à un rythme si rapide qu'il a confondu pratiquement tous les experts et servi de stimulant à tous les hommes et femmes de bonne volonté. Il y a des situations dont les résultats ne peuvent être que positifs, et dans le cas de réformes comme celles-là, les deux côtés en sortent vainqueurs. Mais les réformes, comme les autorités soviétiques le savent aussi bien que quiconque, peuvent susciter bien des frustrations et des incertitudes. Toutes les nations ont eu à répondre, à un moment donné de leur histoire, aux attentes croissantes d'hommes et de femmes cherchant à améliorer leur sort et celui de leurs enfants. Répondre aux rêves et aspirations d'une nation n'est pas chose facile. Il faut y mettre temps et patience et s'armer d'une grande détermination collective.

Nous, à l'Ouest, ne voulons pas profiter de ces circonstances pour compromettre la sécurité de qui que ce soit. Ce serait d'ailleurs contraire à nos intérêts d'agir de la sorte, parce qu'à l'ère nucléaire, la sécurité est indivisible. En fait, pour la première fois depuis la guerre, on peut envisager l'émergence d'une paix authentique. Alors que, par le passé, la politique étrangère soviétique nous semblait, à nous à l'Ouest, poursuivre des buts différents, nous croyons maintenant que, sous la direction du Président Gorbatchev, du ministre des Affaires étrangères Chevardnadze et de leurs collègues, elle reconnaît de plus en plus le caractère collectif des intérêts en jeu.

Une condition préalable à la réalisation d'une paix véritable est une réduction des forces conventionnelles et des arsenaux nucléaires à courte portée en Europe et la correction des déséquilibres dans les forces, de même qu'une réduction, de part et d'autre, des armements nucléaires stratégiques au strict minimum exigé par la sécurité. Mais la volonté politique qui se manifeste dans les deux camps permet déjà de surmonter ces obstacles.